



European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

April 2022 | FR

CESE info ÉDITION SPECIALE — LE CESE POUR L'UKRAINE

## «The Grassroots view» (Le point de vue des citoyens) — Saison 3, épisode 17 — La société civile unie contre l'agression russe

**Depuis le 24 février 2022, l'Ukraine subit l'invasion de la Russie. À côté du soutien militaire et financier qui arrive du monde entier, les sociétés civiles européennes et ukrainiennes travaillent main dans la main pour venir en aide aux populations en détresse. Dans cet épisode du podcast «The Grassroots View», nous avons invité quelques uns de leurs représentants à nous raconter leur histoire.**

**Elena Calistru, membre du Comité économique et social européen, explique comment et pourquoi de nombreux citoyens roumains aident des réfugiés ukrainiens à se loger et à se nourrir. Elle évoque aussi le rôle du CESE qui, grâce à la puissance de son réseau, parvient à mettre rapidement sur pied des mécanismes d'aide aux plus faibles.**

**Marta Barandiy, fondatrice de l'ONG «Promote Ukraine» installée à Bruxelles et à Kyiv, nous apporte un point de vue ukrainien sur la situation. Elle explique comment son travail a changé quand la guerre a éclaté, parle du rôle essentiel de la société civile et avertit que le peuple ukrainien n'abandonnera jamais face à l'envahisseur.**

**Enfin, Bartosz Wieliński, rédacteur en chef adjoint du quotidien Gazeta Wyborcza, expose les conséquences de la guerre pour la Pologne, et sur la manière dont les Polonais considèrent à présent différemment le phénomène des réfugiés. Il montre par exemple la manière dont le système scolaire accueille et soutient de jeunes Ukrainiens. (tk)**

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

## ÉDITORIAL



### Éditorial

#### **Nous sommes solidaires de l'Ukraine**

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au cœur de la tragédie causée par l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, nous nous déclarons solidaires du peuple ukrainien.

Lors de la session plénière du mois de mars, l'expérience directe de la guerre partagée par les représentants de la société civile d'Ukraine et de Russie a donné aux débats une tonalité extrêmement émouvante. Pour reprendre les termes d'**Anatoliy Kinakh**, président du Conseil national tripartite économique et social d'Ukraine, on peut dire que *«cette guerre n'est pas seulement une agression militaire contre l'Ukraine, mais aussi un crime contre la civilisation.»*

Les membres du Comité ont approuvé leur [résolution sur «La guerre en Ukraine et ses conséquences économiques, sociales et environnementales»](#), exprimé leur solidarité avec l'Ukraine et mis en relief le rôle de la société civile pour aider le peuple et les réfugiés ukrainiens.

L'Europe fait face au plus grand afflux de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale, puisqu'en un seul mois, ce sont quelque 3,5 millions de réfugiés, dont 1,8 million d'enfants, qui ont été forcés de quitter leur pays. Toutefois, l'Europe est unie autour de la nation ukrainienne et exprime par ses actes sa solidarité.

Depuis le début de la guerre, nous sommes témoins d'un élan exceptionnel de générosité humaine envers les réfugiés ukrainiens, qui constitue un exemple unique de solidarité, d'unité et d'altruisme.

La société civile se tient aux côtés du peuple ukrainien. La nation ukrainienne se bat pour défendre la paix et la sécurité pour tous. Cette tragédie ne connaît pas de frontières, elle nous concerne tous.

Le Comité économique et social européen, qui représente la société civile organisée, est passé de la parole aux actes. Nos membres et les organisations qu'ils représentent sont pleinement engagés dans l'aide aux réfugiés ukrainiens, et ce, de toutes les manières possibles. Force est de dire que leur mobilisation est impressionnante.

Pour vous faire connaître leur travail et leurs initiatives, nous avons lancé une page web spéciale consacrée à l'Ukraine: <https://www.eesc.europa.eu/en/initiatives/eesc-ukraine>.

**Cillian LOHAN, vice-président du CESE**



## D'UKRAINE, SUR LA ROUTE DE...

**C'est grâce au travail héroïque que mènent sans relâche des journalistes, des photographes et des cameramen qui vont là où nous ne pouvons pas aller que nous voyons l'histoire tragique de l'Ukraine se dérouler sous nos yeux.**

L'un d'eux, le photographe polonais **Sławek Kaminski**, nous a envoyé ces photos qu'il a prises la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, dans la ville polonaise de Rzeszów ainsi qu'à Medyka-Chehyni, à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine.

Nous publions aujourd'hui la deuxième de ces photos prises à la frontière polono-ukrainienne. Merci pour ces instants immortalisés par la caméra. (ehp)

Photo: Sławek Kaminski/GW

TO THE POINT

## DROIT AU BUT

Dans notre rubrique «Droit au but», nous invitons les membres du CESE à mettre en évidence les points d'un avis ou d'une initiative qui leur semblent importants. Aujourd'hui, c'est à **Veselin Mitov**, coprésident de la plateforme de la société civile UE-Ukraine, que nous avons demandé de nous expliquer le rôle de cette plateforme, en particulier sa mission dans le contexte de la guerre qui fait rage en Ukraine.

La plateforme de la société civile UE-Ukraine a été créée en 2015, en application de l'article 469 de l'accord d'association UE-Ukraine signé le 21 mars 2014, afin de permettre aux organisations de la société civile de

chacune des deux parties de suivre le processus de mise en œuvre de l'accord. (at)



## «AUJOURD’HUI, NOTRE PREMIÈRE MISSION CONSISTE À INTÉGRER LES RÉFUGIÉS DE GUERRE UKRAINIENS AU SEIN DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES»

En tant que coprésident de la plateforme de la société civile UE-Ukraine, je considère qu’il est nécessaire de rétablir et de maintenir les liens entre les membres de la plateforme, qui représentent les employeurs, les travailleurs et les ONG. En cette période critique de guerre en Ukraine, nous devons garder le contact avec les membres ukrainiens de la plateforme de la société civile.

Si nous parvenons à entretenir des liens dynamiques et à assurer le fonctionnement du réseau, nous pourrons réaliser des progrès par rapport à nos objectifs prioritaires. Pour le moment, le principal objectif doit être de recenser les besoins pratiques des Ukrainiens et de réfléchir à la manière dont nous pouvons, en tant que membres de la plateforme de la société civile européenne, aider nos collègues ukrainiens par des actes de solidarité dans cette situation extrêmement difficile.

Je pense cependant que notre mission principale est de contribuer à l’intégration des réfugiés de guerre ukrainiens, plus de cinq millions de réfugiés ayant fui vers les pays voisins et vers d’autres pays européens. L’intégration sociale et économique des réfugiés ukrainiens devrait figurer en tête des sujets à l’ordre du jour de la prochaine réunion de la plateforme de la société civile UE-Ukraine. Nous devons trouver des solutions pour intégrer les adultes et les enfants ukrainiens dans la structure sociale et économique des différents pays afin de les aider à surmonter le traumatisme de la guerre. Bien entendu, lorsque la guerre sera terminée, notre prochaine étape consistera à aider ces personnes à se réintégrer en Ukraine.

Nous sommes aux côtés des Ukrainiens et, en tant que plateforme de la société civile, nous exprimons notre solidarité pleine et entière.

**Veselin Mitov, membre du CESE, coprésident de la plateforme de la société civile UE-Ukraine**

---

## «UNE QUESTION À ...»



## «Une question à ...»

**Dans notre rubrique «Une question à ...», David Stulík, ancien membre du CESE, répond à une question de CESE info sur les conséquences possibles de la guerre en Ukraine.**

**David Stulík** est actuellement analyste principal et chef du programme pour l'Europe orientale du «Centre des valeurs européennes pour la politique de sécurité», un groupe de réflexion tchèque. Il est également coprésident du Forum officiel tchéco-ukrainien pour la société civile.

Auparavant, il a passé 12 ans en Ukraine en tant que diplomate européen chargé de la presse et l'information à la délégation de l'Union. Après l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne, le gouvernement tchèque l'a nommé membre du Comité économique et social européen, où il a représenté le secteur non gouvernemental tchèque et rempli également la fonction de rapporteur pour la Biélorussie. Parmi ses domaines d'intérêt et de compétence figurent la politique d'élargissement et de voisinage de l'UE, le développement de la société civile, les politiques de communication de l'UE, le lobbying de l'UE, le dialogue civique et les conséquences socio-économiques de la transition post-communiste. (ab)



## David Stulík: «Nous assistons à une vague sans précédent de solidarité et d'aide envers l'Ukraine»

**CESE info: Face à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, nous assistons à une mobilisation sans précédent de la société civile qui s'efforce d'aider le peuple ukrainien. Quels sont les domaines dans lesquels les actions les plus remarquables sont**

**mis en place dans ce grand élan de soutien humanitaire en faveur de l'Ukraine: l'aide humanitaire, les transports, l'éducation, les logements, les écoles, l'apprentissage des langues étrangères? Quelles leçons peut-on en tirer pour nous, citoyens confrontés à une tragédie humaine?**

**David Stulík:** La vague de solidarité et de soutien à l'égard de l'Ukraine, qui s'étend à toute l'Union européenne, est sans précédent et laisse de ce fait espérer que les valeurs européennes finiront par triompher de la barbarie russe et de l'usage cruel de la force.

Il est tellement émouvant et encourageant de constater l'ampleur de l'aide humanitaire que les Européens apportent à l'Ukraine. Nous devons toutefois prendre conscience de quelques problèmes qui doivent être pris en compte par la société civile de l'Union.

Tout d'abord, en aidant les réfugiés ukrainiens à subvenir à tous leurs besoins (logement, éducation des enfants, emploi), nous remédions aux conséquences des actes ignobles et des crimes de guerre commis par le régime de Vladimir Poutine. Or, il conviendrait de nous pencher sur l'origine de ces atrocités. La raison en est l'existence même du régime de Vladimir Poutine, qui bénéficie toujours d'un large soutien parmi le peuple russe.

Si nous parvenons à y mettre un terme, nous pourrions aussi interrompre le flux de réfugiés ukrainiens vers l'Union européenne. Les Ukrainiens seraient ravis de pouvoir rester dans leur pays d'origine et y vivre en paix.

J'en viens au deuxième élément sur lequel la société civile européenne devrait agir selon moi. Nous devons tous faire cesser les actes insensés perpétrés par les autorités russes,

et reconnaître que ces attaques sont également dirigées contre nous, et pas seulement contre l'Ukraine. La propagande russe présente l'UE et l'OTAN comme les ennemis jurés de la nation, qui se servent de l'Ukraine comme d'un pion dans leur stratégie contre la Russie.

Une question très logique se pose dès lors: comment mettre un terme au régime de Vladimir Poutine? À elles seules, les sanctions économiques ne suffiront pas à provoquer un changement de régime en Russie.

Je crains que l'unique solution pour arrêter Vladimir Poutine soit la défaite militaire de ses troupes en Ukraine. Telle devrait être notre priorité pour le moment: mettre fin aux meurtres de civils innocents en Ukraine et empêcher la guerre de se propager dans d'autres régions d'Europe. Il ne fait aucun doute que le comportement et les plans agressifs de la Russie nous concernent également, au moins certains États membres de l'Union, en particulier ceux d'Europe orientale et centrale. Il faut le reconnaître: les généraux russes nous ont également dans le collimateur, et nous représentons pour eux une autre cible soi-disant légitime.

Si la guerre en Ukraine ne cesse pas dès maintenant, nous serons les prochains à en subir les ravages. Nous ne pouvons pas nier que nous sommes déjà impliqués, de facto, dans cette guerre. C'est en tout cas l'image que les médias russes (censurés) donnent du rôle de l'UE et de l'OTAN.

C'est pourquoi nous, Européens, devrions tout mettre en œuvre pour contribuer à la victoire de l'Ukraine sur le champ de bataille. Outre le durcissement des sanctions économiques et d'autres natures à l'encontre de la Russie, nous devons être prêts à fournir à l'armée ukrainienne tous les moyens militaires qu'elle requiert.

Je suis moi-même pacifiste, mais dans des moments décisifs comme celui-ci, les démocraties libérales doivent se défendre contre ceux qui ont l'intention de les détruire. Les ennemis que nous affrontons aujourd'hui ne parlent qu'un seul langage: celui de la force et de la puissance militaire. Nous devrions donc y avoir recours sans crainte ni honte, puisqu'il en va de la survie de nos sociétés démocratiques.

---

## DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



## L'invité surprise

**Chaque mois, dans notre rubrique «L'invité surprise», nous vous présentons une personnalité publique dont le travail et l'engagement sont perçus comme une source d'inspiration. Leur courage, la force de caractère, la détermination à agir ont valeur d'exemple et leur bravoure professionnelle mérite le respect.**

Notre invitée est **Tetyana Ogarkova**, journaliste ukrainienne, responsable du département international de l'Ukraine Crisis Media Center et coprésentatrice du podcast Explaining Ukraine. Elle est aussi maîtresse de conférence à l'Université Mohyla de Kiev et docteur des lettres de l'Université Paris-XII Val-de-Marne.

Tetyana est souvent invitée à participer à des émissions de télévision et de radio dans le monde entier, où elle décrit le drame du peuple ukrainien et commente avec perspicacité cette tragédie humaine.

Dans cette édition spéciale du CESEinfo, elle partage avec nos lecteurs son témoignage personnel, qui est d'autant plus puissant qu'il est écrit depuis l'Ukraine assiégée, tourmentée et héroïque, qu'elle n'a pas quittée malgré la guerre. (eh)



## Tetyana Ogarkova: La dernière guerre de Vladimir Poutine

**Le 24 février 2022, nous nous sommes réveillés à 5 heures du matin à cause de bruits étranges qu'on entendait au loin et qui ressemblaient fort à des détonations. Les enfants dormaient paisiblement dans leurs lits, mais les téléphones se déchiraient de messages incessants. La guerre avait commencé. Les explosions qui se sont avérées être des frappes de missiles étaient signalées à Kyiv, Kharkiv, Ivano-Frankivsk et dans d'autres villes du pays.**

L'une des premières frappes a détruit un immeuble dans un site militaire de Brovary où habitait l'entraîneur de danse de notre fille aînée. Quelques heures plus tard, je suis montée dans la voiture pour aller chercher une amie qui ne répondait plus aux appels téléphoniques. Des chars ukrainiens venaient à ma rencontre. Leurs chenilles laissaient des traces dans l'asphalte.

Depuis ce réveil douloureux du 24 février 2022 qui a détruit à tout jamais notre monde d'avant, nous ne nous sommes plus jamais rendormis. Nous regardons notre nouvelle réalité avec les yeux grands ouverts. Durant la première semaine de la guerre, nous avons vu pour la première fois nos amis tomber au combat. Nous avons vu aussi que l'armée ukrainienne était capable de résister face à la «deuxième armée du monde». Nous avons vu des Européens nous livrer des armes et débattre des sanctions à venir.

Nous regardons surtout la Russie les yeux grands ouverts. Et nous n'en revenons pas d'une telle bassesse: les soldats se vantent auprès de leurs femmes d'avoir volé des cafetières, des tapis et même des machines à laver dans des villages dévastés. Nous ne pouvons pas croire en leur cruauté: ils tuent des civils non

armés d'une balle dans la nuque, ils violent les femmes ukrainiennes devant leurs enfants et ils brûlent leurs corps. Ils bombardent nos hôpitaux et nous envoient des missiles, chaque jour, sans exception. Nous n'en revenons pas de leur bêtise: pendant plus d'un mois, leurs soldats ont creusé des tranchées dans le sol de Tchernobyl — avant de devoir être transférés vers la Biélorussie avec un syndrome d'irradiation, dont ils meurent déjà.

Nous regardons avec les yeux grands ouverts la réalité de la Russie moderne. Poutine n'est pas le seul à mener cette guerre. Selon un récent sondage du Centre Levada, il a le soutien de 85 % des Russes. Il est temps de faire face à cette nouvelle réalité. La résistance héroïque des soldats ukrainiens, l'aide militaire et les fortes sanctions des partenaires occidentaux de l'Ukraine font leur oeuvre.

Mais la guerre est toujours là. L'essentiel est de tenir bon, de ne pas abandonner, de ne pas succomber à la tentation d'un cessez-le-feu consenti à la légère ou trop rapidement — peu importe à quel point. On veut tous la paix. Nous avons cette chance unique de faire en sorte que cette agression inqualifiable de la Russie soit sa dernière guerre. Aucun cessez-le-feu, aucune concession sur les territoires et les compromis n'y feront rien — sinon permettre à la Russie de revendiquer une victoire partielle, d'attiser les sentiments agressifs et revanchards de la société russe.

La Transnistrie en 1992, la Géorgie en 2008, la Crimée et le Donbass en 2014: à chaque décennie, la Russie a relevé le niveau des défis et des dangers qui rongent la région. Le Kremlin a utilisé chaque faiblesse de l'Occident comme une excuse pour poursuivre son agression. Regardons la réalité avec des yeux grands ouverts. Pour avoir la paix, il faut continuer la guerre. La guerre contre la Russie.

Il nous faudra du courage. Beaucoup de courage. Pas seulement celui des soldats ukrainiens, mais aussi celui des nos partenaires occidentaux afin de renforcer les sanctions (pour détruire l'économie russe) et de livrer aux Ukrainiens des armes offensives nécessaires (pour repousser les troupes russes au-delà de la frontière).

Il nous faudra aussi de la fermeté. La fermeté nécessaire pour pouvoir, après la défaite inévitable de la Russie, imposer à chaque citoyen russe la responsabilité historique de cette barbarie inhumaine. Avec des réparations à payer pendant deux ou trois générations. Avec des manuels d'histoire contenant des descriptions détaillées de leurs crimes de guerre. Avec un musée de la bataille de Marioupol, ou de Boutcha, au centre de Moscou.

Ce n'est qu'à l'issue de cette guerre suicidaire qu'une autre Russie sera envisageable, dépourvue du complexe de l'empire blessé et de la volonté de restaurer son ancienne grandeur au détriment de ses voisins.

Réveillé à 5 heures du matin, le 24 février 2022, nous avons entendu Poutine évoquer la «dénazification» et la «démilitarisation» comme les objectifs de son «opération militaire». Mais réveillons-nous. L'Ukraine n'a pas besoin de «dénazification» et de «démilitarisation». C'est en revanche la Russie qui en a besoin.

---

# NOUVELLES DU CESE



## Débat du CESE sur les conséquences économiques, sociales et environnementales de la guerre en Ukraine

**Le 24 mars dernier, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté une résolution sur la guerre en Ukraine et son impact économique, social et environnemental, dans le contexte d'un sommet du Conseil européen plaçant la guerre au premier rang des priorités.**

La résolution a été adoptée en plénière à la suite d'un débat avec **Ylva Johansson**, commissaire aux affaires intérieures, ainsi qu'avec plusieurs représentants et représentantes de la société civile ukrainienne et russe de premier plan.

Les membres du CESE y expriment leur solidarité avec l'Ukraine et soulignent le rôle de la société civile dans l'aide apportée au peuple et aux réfugiés ukrainiens.

En ouverture des débats, **Christa Schweng**, la présidente du CESE a affirmé: *«Cette invasion met en péril notre sécurité et nos valeurs, et c'est assurée de son bon droit que l'Union européenne se tient résolument aux côtés de l'Ukraine, pour réagir dans l'unité et la solidarité».*

**Ylva Johansson**, la commissaire aux affaires intérieures, a souligné le rôle extrêmement important du CESE qui peut mobiliser sa connaissance de la réalité de terrain. À ce jour, l'Europe a accueilli quelque 3,5 millions de réfugiés ukrainiens, dont 1,8 million d'enfants. La solidarité sans précédent de la société civile envers les populations fuyant la guerre en Ukraine a été tout a fait remarquable, et pour reprendre les termes de M<sup>me</sup> Johansson, elle *«nous rend à tous et à toutes la fierté d'être des Européens».*

Les présidents des trois groupes du CESE, qui étaient les rapporteurs pour cette résolution, ont mis en relief les défis vitaux que l'Europe doit relever en conséquence de la guerre.

**Stefano Mallia**, président du groupe des employeurs du CESE, a déclaré: *«Dans notre résolution, nous saluons les actions humanitaires menées jusqu'à ce jour et nous invitons les États membres à agir davantage pour aider l'Ukraine».*

**Oliver Röpkke**, président du groupe des travailleurs, a prévenu: *«Pour moi, l'un des messages clés, dans cette situation, c'est de faire en sorte que la communauté internationale et l'Europe doivent rester unis.»*

**Séamus Boland**, président du groupe Diversité Europe, a poursuivi: *«L'invasion russe de l'Ukraine représente l'agression sans provocation la plus violente que le continent européen ait connu depuis 1939, et*

*nous devons impérativement nous y opposer.»*

L'expérience directe de la guerre des représentants de la société civile d'Ukraine et de Russie a donné aux débats une tonalité extrêmement émouvante.

**Mikhail Khodorkovsky**, le fondateur du mouvement Open Russia, a souligné les conséquences désastreuses de la désinformation, et il a déclaré: «*Tenter de contrecarrer la désinformation est notre raison d'être, même au-delà de la Russie.*»

**Anatoliy Kinakh**, président du Conseil national tripartite économique et social d'Ukraine, a qualifié cette tragédie de «*crime contre la civilisation qui va bien au-delà de l'agression militaire*».

**Alexander Shubin**, président de la plateforme de la société civile ukrainienne, a demandé à l'Europe de continuer de soutenir l'Ukraine, tout en réaffirmant le souhait de ce pays de rejoindre la famille européenne.

**Gennadiy Chyzhykov**, président de la Chambre de commerce et d'industrie ukrainienne, a demandé aux organisations patronales et professionnelles européennes de soutenir les entreprises ukrainiennes.

Enfin, **Yevgenya Pavlova**, représentante de l'Assemblée nationale ukrainienne des personnes handicapées, a plaidé ardemment pour que ne soit pas oubliée la population ukrainienne handicapée, qui doit faire l'objet d'une attention particulière. (at)

Le [texte complet de la résolution du CESE](#) peut être consultée sur le site web du CESE.



## Le CESE fait part de sa solidarité et de son unité à l'égard de l'Ukraine

### **Christa Schweng, présidente du CESE**

Nous sommes témoins d'une agression non provoquée contre la liberté, contre la démocratie, contre les valeurs, et contre les fondements même de l'Union européenne, qui a été fondée sur la force du droit, et non sur

le droit du plus fort. La finalité de la construction d'une Union européenne, c'est-à-dire la paix, est aujourd'hui plus importante que jamais. En tant qu'Européens, nous avons le devoir de nous unir, et de montrer que nous sommes solidaires entre nous et à l'égard du peuple ukrainien.

### **Cillian Lohan, vice-président chargé de la communication**

Nous nous déclarons solidaires du peuple ukrainien. C'est avec une grande admiration que je vois le partenariat solide qui s'est déjà établi entre les sociétés civiles de l'UE et de l'Ukraine. Depuis le début de la guerre, nous avons assisté à un élan exceptionnel de générosité humaine exprimé à l'égard des réfugiés ukrainiens, qui constitue un exemple unique de solidarité, d'unité et d'altruisme. La nation ukrainienne se bat pour défendre la paix et la sécurité pour tous. La tragédie humaine ne connaît pas de frontières, elle nous concerne tous.

### **Giulia Barbucci, vice-présidente chargée du budget**

Quel que soit l'endroit où elle sévit, une guerre n'est jamais acceptable, et doit toujours être condamnée.

Elle n'est source que de destruction, de mort, et d'horreur. En Ukraine, tout près des frontières de l'Union, ce retour vers le passé de l'histoire européenne nous ramène à des événements que nous croyions obsolètes. Dans cette terrible tragédie, les institutions européennes ont uni leurs forces, faisant entendre leur voix contre cette agression inacceptable, et ouvrant leurs portes à ceux qui fuient la guerre, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées. Le CESE, avec la participation des organisations de la société civile, a déployé toute la force de sa solidarité dans le but de venir en aide aux victimes de ces atrocités. L'Union européenne a le devoir de jouer un rôle décisif dans la recherche de solutions diplomatiques qui mettront fin au conflit, de prendre des mesures immédiates afin de poursuivre les responsables de ces crimes, et d'entreprendre les démarches concrètes vers une reconstruction.

### **Stefano Mallia, président du groupe des employeurs**

Depuis le début de l'invasion russe, l'UE a pris des mesures encore inimaginables il y a quelques mois à peine. La guerre en Ukraine fait ressortir l'humanité de l'UE et de ses citoyens, qui font passer la liberté et la paix avant leurs intérêts et le commerce. L'éveil de l'Europe se manifeste à travers tout le spectre politique. Si l'Europe veut continuer à vivre en paix, elle doit construire une politique étrangère et une défense commune fortes. Le tabou est tombé avec la réapparition de la guerre sur notre continent. Cette dynamique en expansion au service de la paix et de la solidarité constitue le nouveau flambeau de l'Europe qui rassemble les Européens, mais pas seulement. L'UE avait besoin de renouer avec le désir de paix pour pouvoir poursuivre son édification. Au lieu de diviser l'Europe, M. Poutine nous a tous unis pour mener à bien cette mission.

### **Oliver Röpke, président du groupe des travailleurs**

L'agression russe représente une menace directe envers l'Union européenne. Nous devons nous montrer unis et rester côte à côte, totalement solidaires avec le peuple ukrainien, tant avec les réfugiés qui fuient en ce moment qu'avec ceux qui restent au pays pour combattre. Les syndicats, qui se souviennent que la machine de guerre boit le sang des travailleurs, appellent au retrait des troupes russes, et soutiennent la société civile tant en Ukraine qu'en Russie.

### **Séamus Boland, président du groupe «Diversité Europe»**

Nous sommes au bord d'un précipice, et devons tendre la main aux organisations de la société civile en Ukraine. Ce sont nos valeurs et principes européens qui sont en jeu, et nous devons nous opposer fermement à cette agression tout en nous exprimant en faveur des valeurs défendues par l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Notre histoire nous a appris que la paix est une «fleur fragile». Elle a besoin de toute notre attention, et de notre engagement. Pour la piétiner, les êtres humains que nous sommes possédons les moyens d'anéantir notre monde et toutes ses formes de vie. Il est essentiel que l'UE, y compris la grande famille européenne, reste unie et solidaire à l'égard de ses voisins.

### **Dimitris Dimitriadis, président de la section «Relations extérieures» (REX)**

Le CESE s'efforcera de continuer à soutenir la société civile ukrainienne grâce à ses canaux bien établis qui sont la plateforme de la société civile UE-Ukraine, et grâce à ses contacts bilatéraux.

---



## Le CESE ouvre ses portes à la société civile ukrainienne

**Pour transformer sa solidarité avec l'Ukraine en actions concrètes, le CESE se rallie à l'initiative du Parlement européen visant à créer un «centre pour la société civile ukrainienne» et offre à l'ONG Promote Ukraine la possibilité d'utiliser une partie de ses locaux situés rue de Trèves 74, ainsi que ses infrastructures logistiques.**

La cérémonie officielle de mise à disposition des locaux a eu lieu le 20 avril 2022 dans le bâtiment Jacques Delors du CESE. **Christa Schweng**, la présidente du CESE, a accueilli les représentants de la société civile ukrainienne en leur remettant un badge d'accès symbolique aux couleurs du drapeau ukrainien.

**M<sup>me</sup> Schweng** a déclaré: «En sa qualité de maison de la société civile organisée de l'UE, le CESE ouvre ses portes à la société civile organisée d'Ukraine, qui fait partie de notre famille européenne. Nous sommes aux côtés de l'Ukraine et de son peuple et traduisons ainsi notre solidarité en actes concrets. Ensemble, nous défendons nos valeurs communes que sont la liberté, la démocratie et l'état de droit.»

**Natalia Melnyk**, coordinatrice de la société civile, a affirmé: «Le 24 février a changé nos vies. Et pas dans un sens positif. Nous n'acceptons toutefois pas les condoléances. Il y a beaucoup à faire à l'heure actuelle, et j'espère que ces locaux nous permettront d'en faire davantage pour venir en aide aux Ukrainiens. Ce centre est ouvert à tous les Européens désireux de soutenir l'Ukraine.»

**Serghii Tereshko**, directeur adjoint de la mission de l'Ukraine auprès de l'UE, a ajouté: «Je tiens à exprimer notre gratitude pour la solidarité exprimée à l'égard de l'Ukraine et pour la résolution du CESE sur le thème "La guerre en Ukraine et ses conséquences économiques, sociales et environnementales"». Je remercie la plateforme de la société civile UE-Ukraine pour l'aide qu'elle nous a apportée en vue de nous rapprocher de l'Union européenne. Nous donner accès à ces locaux est la première étape sur la voie d'une présence permanente de l'Ukraine auprès des institutions européennes.»

**Marta Barandiy**, présidente de l'ONG Promote Ukraine, a affirmé: «Les institutions européennes nous ont donné un endroit pour nous exprimer. Elles nous offrent aujourd'hui un endroit où travailler, un espace pour coopérer avec la société civile européenne.»

Les bureaux et les emplacements de parking du bâtiment B68 (rue de Trèves 74), assortis d'un soutien administratif et logistique (équipements, imprimerie et services informatiques), seront mis à disposition pour coordonner les activités de la société civile ukrainienne. Le CESE entend ainsi faciliter les travaux de l'ONG Promote Ukraine en lui offrant un espace sûr au coeur de l'Europe. (ab/ehp)

---

# LES MEMBRES DU CESE PRENNENT LA PAROLE

## [Un élan de générosité humaine sans égal pour la population ukrainienne](#)

Depuis le début de la guerre, nous sommes témoins d'un élan de générosité humaine sans égal, qui constitue un exemple unique de solidarité, d'unité et d'altruisme envers la population ukrainienne. Nos membres et les organisations qu'ils représentent se sont mobilisés de façon impressionnante et sont pleinement engagés à aider les réfugiés ukrainiens.»

Regardez Cillian Lohan, vice-président du CESE, expliquer comment la société civile apporte un soutien indéfectible à l'Ukraine, frappée par la guerre.



## [Nous aidons les Ukrainiens à reprendre le cours de leur vie et à relancer leurs activités économiques en Pologne](#)

**Tomasz Wróblewski, membre polonais du CESE**

**Lorsque cette guerre prendra fin, l'Europe ne se définira plus selon les expériences de la Seconde Guerre mondiale ou de la guerre froide mais bien selon tous les événements actuels en Ukraine et leurs conséquences qu'il demeure encore impossible de prévoir. L'expérience que nous sommes en train d'acquérir et les leçons que nous en tirons changeront dans une large mesure la manière dont nous voyions jusqu'à présent le monde.**

Pour la Pologne, il s'agit là, et pour toujours, d'un instant historique clé dans le processus de formation de l'État. Ce que nous avons appris de la fragilité du monde en assistant à la fuite de millions de personnes confrontées au mal mais aussi ce que nous avons appris de nous-mêmes en accueillant dans nos foyers des centaines de milliers de personnes inconnues, tout ceci laissera des traces pour des années.

L'on évoque parfois une «ukrainisation» de la Pologne, une métamorphose de l'âme de ces deux peuples. Les 2,7 millions de personnes que leur route semée d'embûches a menées partout dans notre pays y ont trouvé un toit et de l'aide et pour leurs enfants, une école ou une crèche.

Tous ceux que je connais et tous ceux que je croise par hasard dans la rue ou dans les magasins, tous font quelque chose pour apporter leur aide. Chacun le fait à sa manière. Les plus courageux prennent le volant pour transporter en Ukraine des médicaments ou des gilets pare-balles. D'autres consacrent tout leur temps libre à aider les immigrants à remplir les formulaires, à ouvrir un compte en banque, à chercher du travail. Ceux qui résident à la frontière accueillent toute la journée les réfugiés qui la franchissent et dont le flot ne cesse de gonfler.

Ils leur font à manger, ils leur trouvent un transport vers d'autres villes ou d'autres pays, ils leur distribuent des centaines de milliers de dons, que ce soit des couvertures, des sacs à dos ou encore des peluches pour les enfants, tout ce que le monde entier envoie vers la frontière.

En tant que membres d'organisations d'entrepreneurs, ce que nous pouvons faire, c'est d'aider là où nous pouvons être les plus utiles. Aussi aidons-nous les entrepreneurs venus d'Ukraine à recréer leurs entreprises en Pologne, à leur faire quitter les ruines de leurs ateliers, magasins, centres médicaux ou salons de beauté et à donner du travail en Pologne à des gens qui ont souvent perdu leur maison, leurs moyens de subsistance et des proches.

Au centre de Varsovie œuvre un bureau des organisations ukrainiennes d'entrepreneurs. En sus d'espaces de bureaux et d'un soutien administratif, nous les aidons à trouver des locaux pour les entreprises qui décident de relancer leurs activités économiques en Pologne. Nous louons pour un début plusieurs dizaines de milliers de mètres carrés de surface de production. La bienveillance d'entreprises polonaises dans les quartiers industriels de Varsovie a permis à des entrepreneurs ukrainiens d'obtenir des surfaces à titre gratuit. Seules l'eau et la collecte des déchets sont à leur charge.

Après deux mois de crise des réfugiés en Pologne, on n'y trouve pas un seul camp de réfugiés ni un seul endroit où leur dignité humaine et leur sécurité seraient mises en péril.

À présent, tant l'Ukraine que la Pologne se trouvent face à une nouvelle étape de la guerre. Nous voulons que toutes les personnes qui ont trouvé ici un refuge sûr puissent reprendre le cours de leur vie. Nous ne pouvons pas leur donner leur pays, mais au moins, en leur donnant du travail, nous pouvons les aider à retrouver une forme relative de normalité.



## [Les membres du CESE apportent de l'aide humanitaire à l'Ukraine](#)

par **Marcin Nowacki, membre du CESE (Pologne)**

**Le 8 mars 2022, l'organisation polonaise dont je suis membre (ZPP) et la Fondation Kulski (à laquelle ma collègue Małgorzata Bogusz, membre du CESE, est associée), ont organisé un convoi**

## **humanitaire de petite ampleur, mais rapide.**

Il s'agissait du second voyage cette semaine-là. Je me suis rendu à Lviv, en Ukraine, avec Małgorzata Bogusz et Tom Palmer, vice-président du réseau Atlas des États-Unis. Ce voyage avait pour but d'apporter des médicaments, du matériel médical et des produits d'hygiène en Ukraine. Avec nos deux autobus chargés à bloc, nous sommes arrivés au point de rencontre indiqué par nos homologues ukrainiens, qui conditionnent ces produits puis les distribuent dans les endroits où ils sont le plus utiles.

Les véhicules des particuliers et les bus forment une longue file continue, le long de la frontière ukraino-polonaise, en direction de la Pologne. Malheureusement, la nécessité d'évacuer les civils n'a pas diminué, au contraire, elle augmente constamment. À la date du 10 mars 2022, la Pologne avait déjà accueilli plus d'un million et demi d'Ukrainiens.

Sur la route de Lviv, nous avons passé plusieurs postes de contrôle. Le plus grand, gardé par l'armée, se trouvait à l'entrée même de la ville. C'était un lieu très animé, qui comptait plusieurs centaines de milliers de personnes de plus que d'habitude. Lviv est actuellement un centre de transfert et de logistique qui soutient le centre et l'est de l'Ukraine. À sa périphérie, nous avons fait la connaissance de notre guide, qui nous a conduits au centre logistique. Une équipe de personnes nous y attendait, qui ont immédiatement commencé à décharger. Tous les produits ont été triés et correctement répertoriés. Le niveau de gestion des processus est le plus élevé qui soit, et après nos efforts, nous avons trouvé le temps d'échanger des idées au sujet de la situation actuelle et des principaux besoins des Ukrainiens. Les citoyens de Lviv ont ouvert leurs portes et proposé un hébergement, de la nourriture et des moyens de transport aux réfugiés venant des zones attaquées par la Russie.

Pendant notre séjour, nos homologues ukrainiens nous ont transmis leurs principales recommandations et communiqué leurs besoins les plus urgents. Nous avons travaillé tous les jours ensemble, et j'ai l'honneur de transmettre leur message. Leurs recommandations et leurs besoins peuvent être répartis en trois catégories: politique, militaire et civile. Les plus pressants sont les suivants:

- L'aide financière et la fourniture d'équipements militaires, qui relèvent des gouvernements et des grandes entreprises.
- Une pression et des sanctions touchant largement et en profondeur la Russie et la Biélorussie. Des sanctions ne pouvant être contournées. Celles-ci représenteront également pour nous des coûts, que nous devons accepter. Enfin, il est temps de redéfinir notre politique énergétique.

Voici également les actions concrètes qui sont attendues de la part des gouvernements en direction des organisations patronales et syndicales, et de la société civile dans son ensemble:

- Fournir de l'aider sous la forme de produits médicaux.
- Fournir d'autres produits indispensables, précisés par nos partenaires.
- Soutenir les familles évacuées. À notre retour d'Ukraine, nous avons eu l'honneur de transporter des personnes fuyant l'Ukraine. Une autre possibilité est de s'engager à la frontière pour aider au transport de ces personnes.
- Accueillir et héberger les familles qui arrivent dans les pays de l'Union européenne. Les autres pays situés dans cette région ont besoin d'aide sous la forme de lieux d'accueils destinés aux réfugiés: leur réserver des pièces dans nos logements et dans nos appartements vides. La Pologne accueille déjà plus de 2,8 millions de réfugiés en raison de la guerre.
- Simplifier le processus de recherche d'emploi pour les personnes qui peuvent et désirent travailler.

Je voudrais souligner que la crise des réfugiés qui est en train de se dérouler est sans précédent dans l'histoire moderne de l'Europe. Pour la surmonter, nous devons mobiliser la société civile de tous les États membres.



## Accueil des réfugiés ukrainiens en Roumanie

Par Ionuț Sibian, membre du CESE, Roumanie

**En Roumanie, plusieurs associations de la société civile, notamment [FONSS](#), [Afterhills](#), [Parentis](#) et [Our Smile Group](#), coopèrent avec la [municipalité de Iași](#) pour gérer un centre de réfugiés destiné à accueillir des Ukrainiens fuyant la guerre.**

**L'histoire relatée ci-dessous, qui a été rapportée par ma collègue Mihaela Muntean, est l'une des nombreuses expériences bouleversantes que nous avons vécues.**

La première réfugiée à arriver au [centre d'assistance humanitaire et sociale pour les réfugiés \(CTR\) de Nicolina, à Iași](#), est la petite Iovana, deux semaines, minuscule bébé lové dans les bras de sa maman silencieuse et pâle après avoir donné le jour à sa fille dans un abri et effectué un périple de 21 jours. Puis est arrivé le père du bébé, Roman, un homme de grande taille, accompagné de sa mère et de son grand-père âgé de 86 ans. Quatre générations différentes sont descendues d'une voiture surchargée et se sont dirigées lentement vers la réception.

— D'où venez-vous?

— De Kharkiv!

Ce mot, chargé d'une douleur immense, résonne comme une condamnation.

Le centre n'était pas encore officiellement ouvert, mais un collègue m'avait appelée du poste de douane pour me demander si je pouvais les accueillir, et nous les avons donc hébergés sur les deux étages réservés aux personnes vulnérables.

La petite fille était née trois jours après leur fuite, dans des conditions de guerre. Quelle ne doit pas avoir été la terreur de la jeune mère... Le cœur de Roman a sûrement dû être tiraillé entre le devoir de combattre et celui de protéger autant de personnes vulnérables.

Lorsqu'ils sont descendus de la voiture avec leurs bagages, ils ont déclaré qu'ils voulaient juste dormir. Après la première nuit, ils m'ont confié: «Comme il fait calme ici!» Mais la petite fille était agitée, et le vieil homme, dont la vue déclinait, ne parlait à personne. Enfant, il avait connu la guerre, mais à présent, appuyé sur sa canne et marqué par son grand âge et un vécu qu'il ne pouvait laisser derrière lui, il se traînait péniblement d'un divan à l'autre.

Le premier jour au centre, la petite Iovana a pu recevoir un bain et un massage pour bébé grâce à l'équipe de l'association [Parentis](#). En réalité, toute la famille était au centre de notre attention. Le lendemain, après une nuit complète de sommeil, ils étaient tous plus reposés, la petite ne s'étant même pas réveillée pour manger.

Nous avons ensuite vécu quelques jours de calme, avec une grand-mère douce et bavarde, une maman aimable et discrète et un adorable nouveau-né. Roman a rapidement commencé à venir en aide à d'autres réfugiés de toutes les façons possibles et imaginables, probablement animé du sentiment qu'il devait rendre ce qu'il avait reçu. Ensemble, nous avons lavé et mis à sécher du linge, raconté des histoires... Rasséréné, le grand-père a commencé à répondre aux salutations, et il arrivait pile à l'heure à table pour les repas.

L'équilibre a de nouveau été rompu quelques jours plus tard, lorsque la mère de Roman, son épouse et sa fille ont essayé de partir pour rejoindre la Belgique. À l'aéroport, ils ont constaté que seule la mère de Roman pouvait partir, son épouse ne possédant pas de passeport biométrique.

Je n'ose imaginer ce qu'a pu éprouver cette femme, qui a dû laisser son fils, sa petite-fille et son père derrière elle. Lorsque Roman est revenu avec l'enfant dans les bras, ce fut un coup dur pour nous tous. Finalement, ils ont trouvé une solution pour que la jeune mère et le bébé puissent partir. Seuls les hommes sont restés, silencieux et affligés, chacun plongé dans ses pensées et confronté à son impuissance. Peu après, il ont repris la route, nous laissant avec le souvenir d'un réfugié devenu un collègue l'espace de quelques jours, la joie que nous avons tous éprouvée le matin où la maman nous a annoncé que la petite fille s'était calmée et avait dormi d'une traite, ainsi qu'une lettre de remerciement de Roman, exprimant l'immense joie d'avoir été le témoin d'un miracle appelé «lovana», la petite fille qui avait voulu naître à tout prix tandis que d'autres mouraient.



## Hongrie: aider par tous les moyens dont nous disposons

**Zsolt Kükedi, membre du CESE, Hongrie**

**En qualité de délégué d'une organisation environnementale, je suis conscient que cette tragédie humaine laisse peu de place aux réflexions sur l'environnement, et que les individus qui doivent directement répondre à l'afflux de réfugiés sont reconnaissants envers tous ceux qui témoignent la moindre marque d'intérêt, de compassion ou de solidarité.**

Mes travaux sur le développement régional m'ont permis de tisser un large réseau d'élus locaux et de dirigeants de comitats qui ont, après le début de la guerre, immédiatement et généreusement mis à la disposition des réfugiés leurs maisons communautaires et leurs espaces communs. Une commune d'à peine 700 personnes a accueilli plus de cent Ukrainiens. Depuis, cette commune leur offre nourriture, logements et services de blanchisserie pour leurs vêtements. Directement après le début de la guerre, en rentrant chez moi à l'issue de la session plénière du CESE, j'ai écrit à 18 membres d'administrations locales, maires et dirigeants de comitats de l'est de la Hongrie pour leur demander quelle était la situation dans leur région et comment nous pouvions les aider, malgré la distance, depuis Budapest. Je ne comptais pas me précipiter

personnellement vers la frontière, puisque lors des premiers jours, l'aide de volontaires motivés s'avère parfois plus gênante qu'utile pour les activités humanitaires.

Neuf des 18 personnes contactées m'ont répondu. Les autres n'avaient probablement pas le temps de lire leurs courriels ou d'y répondre, ce qui est tout à fait compréhensible dans cette situation. Néanmoins, ceux qui m'ont répondu ont affirmé que mon courriel était rassurant. Il était réconfortant de lire que nous pensions à eux et que, le cas échéant, ils pouvaient solliciter notre aide. Quelqu'un nous a demandé une aide financière pour acheter des couvertures et des produits de nettoyage. Une autre personne m'a redirigé vers des organismes qui avaient besoin de dons. De manière générale, ils ont néanmoins promis de reprendre contact si la situation perdurait ou si la charge financière ou personnelle devenait trop lourde.

Nous avons également apporté notre aide par un autre moyen: en collectant des fournitures médicales et en les livrant aux personnes qui ne pouvaient pas s'en procurer vu la situation. Nous avons expédié des poches de stomie du lieu de travail de mon épouse. Ces poches sont des contenants spéciaux utilisés par des individus qui se trouvent dans l'incapacité d'excréter leurs déchets corporels de façon naturelle en raison de troubles ou de maladies qui touchent certaines parties de l'appareil digestif ou urinaire. Les déchets corporels sont évacués par une ouverture, également appelée stomie, qui est créée dans un endroit spécifique de la paroi abdominale. Les patients doivent quotidiennement renouveler leur poche. Nous n'avons pas prévu d'envoyer ces poches vitales. Cependant, nous menons des vies assez complexes pour comprendre que dans une telle situation, des dons inhabituels sont nécessaires.

Lors de nos réunions de section au CESE, nous avons conféré du conflit russo-ukrainien et de ses conséquences. J'ai été chargé d'appeler une personne présente sur le théâtre des opérations et un expert en énergie nucléaire pour aider à comprendre la menace gravitant autour des centrales nucléaires ukrainiennes. Ayant développé un large réseau de connaissances en Ukraine par mes travaux sur le développement, j'ai pu appeler un jeune homme de Kharkiv, Serhii Prokopenko, spécialiste en innovation et entrepreneuriat, consultant et chercheur en économie. Il nous appelait depuis un bunker qui se situait sous le champ de bataille à Kharkiv et dans lequel il se terrait, car la ville avait été bombardée peu avant notre réunion. Il a dû céder la parole à l'expert hongrois en énergie nucléaire qui devait intervenir après lui en raison d'une coupure de connexion internet. D<sup>r</sup> Zsolt Hetesi, chargé de recherche principal à l'Université nationale de l'administration publique, se consacre depuis 2005 à la recherche sur l'environnement, l'énergie et la durabilité. Antérieurement, en qualité d'un des dirigeants du groupe de recherche sur le développement et les ressources durables, il a souvent parlé de la crise résultant de la surpopulation et de la surconsommation des ressources. Expert en épuisement des ressources, D<sup>r</sup> Hetesi a parlé de la situation des quatre centrales nucléaires d'Ukraine, de leur vulnérabilité et du risque de catastrophe nucléaire dans chacune d'elles. Il a tenté de se montrer rassurant en affirmant que, pour le moment, ces centrales nucléaires ne semblaient pas constituer une menace directe pour notre monde. Serhii Prokopenko a ensuite repris la parole, et ses propos nous ont fait prendre conscience de la réalité de la guerre. Il a reçu une salve d'applaudissements. Les membres ont été sincèrement touchés par son récit et nous avons du mal à nous concentrer sur nos activités habituelles.

Pour moi, il s'agit également d'une mission humanitaire: être en contact avec les personnes isolées par la guerre, mettre de côté notre impression de sécurité et regarder la réalité en face pour nous rendre compte que nous pouvons aussi leur prêter main-forte, même à distance.

---



## Une leçon ouverte sur l'histoire de l'Ukraine

par Tatjana Babrauskienė, membre du CESE (Lituanie)

**C'est avec stupéfaction ainsi qu'avec une profonde tristesse que la communauté éducative lituanienne observe l'agression militaire disproportionnée et extrêmement violente que mène actuellement la Russie en Ukraine, et elle vient de lancer une initiative tournée vers la jeune génération visant à confronter les mythes et la réalité relativement à l'histoire de l'Ukraine.**

Il est dès lors très important de comprendre les racines et les raisons de cette attaque récente sans précédent. L'une d'entre elles est incontestablement la guerre de l'information engagée par la Russie qui intègre des éléments de propagande, de désinformation ainsi que des informations mensongères concernant l'Ukraine.

Le syndicat lituanien de l'éducation et des sciences (LSMPS-LESTU) a lancé une campagne pour battre en brèche la désinformation sur la guerre et exprimer un soutien à l'Ukraine dans les écoles lituanienes. Le 28 février, nous avons invité des enseignants et des enseignantes de toutes les matières ainsi que des responsables d'institutions éducatives à venir donner leur premier cours visant à soutenir l'Ukraine et à faire connaître la vérité sur l'histoire du pays.

**Audrius Jurgelevičius**, vice-président du LSMPS/LESTU et professeur d'histoire a donné sa leçon ouverte sur l'histoire de l'Ukraine, balayant le siècle écoulé tout en rappelant les origines plus lointaines de sa construction en tant qu'État. Son intervention était retransmise en ligne en direct, permettant une diffusion dans tous les établissements d'enseignement de Lituanie.

La leçon poursuivait trois buts: primo, expliquer que le peuple vivant sur le territoire de l'Ukraine — les Ukrainiens — forme une nation distincte qui ne se confond pas avec la nation russe; secundo, montrer que les Ukrainiens sont les acteurs de la construction de leur histoire et de l'État dont ils tiennent aujourd'hui les rênes. Cet État est leur œuvre, et les Ukrainiens n'ont à dire merci à personne pour cet accomplissement: ils ne le doivent qu'à eux-mêmes, et nul ne peut s'arroger le droit de le leur retirer. Tertio, cette leçon visait à dissiper un certain nombre de mythes concernant l'histoire de l'Ukraine, qui s'apparentent parfois à des mensonges.

L'intervention d'Audrius Jurgelevičius a d'ores et déjà été traduite en russe, en polonais et en anglais, et elle circule par-delà les mers par l'entremise de la diaspora lituanienne et des réseaux éducatifs internationaux.

Nous avons préparé des vignettes que les élèves ont été invités à imprimer et à arborer durant la leçon pour exprimer leur soutien à l'Ukraine. Nous leur avons aussi demandé de prendre des photos durant le cours et de nous les envoyer. Accompagnées d'une déclaration de solidarité avec la communauté éducative ukrainienne, celles-ci ont été partagées avec la communauté éducative du pays en guerre.

Il est essentiel de rester unis. Nous ne permettrons pas que l'histoire soit réécrite par d'autres.

La leçon sous-titrée en anglais peut être visionnée ici:

<https://www.youtube.com/watch?v=G0lu8AM0o8c&t=17s>

---



## La mobilisation de la société civile lituanienne en faveur de l'Ukraine

par Emilis Ruželė, membre du CESE (Lituanie)

**Au début du mois de mars, le montant total des dons des citoyens lituaniens dépassait les 12 millions d'euros.**

**L'organisation à laquelle j'appartiens, le Forum des investisseurs, a fait un don de 1 000 EUR, et nos entreprises membres ont versé plus de 300 000 EUR à diverses organisations qui viennent en aide à l'Ukraine.**

Stiprūs Kartu (qui signifie «plus forts ensemble»), une organisation de bénévoles, apporte son aide pour trouver des moyens de transport, des hébergements et d'autres ressources destinées aux réfugiés ukrainiens. Le Forum des investisseurs a mis à disposition la moitié de ses locaux situés à Vilnius, et s'apprête à y accueillir une famille. Personnellement, j'ai libéré une pièce de mon logement afin d'y héberger des réfugiés.

Enfin, à Vilnius, des citoyens manifestent tous les jours devant l'ambassade de Russie.



## Portugal: des manifestations publiques pour dire «Non à la guerre, oui à la paix!»

Fernando Manuel Maurício de Carvalho, membre du CESE

**Une manifestation publique a eu lieu à Lisbonne, sur la place Largo de Camões, le 10 mars, sous une pluie battante, pour dénoncer la guerre, les sanctions et ceux qui tirent bénéfice de la**

**vente d'armes ou utilisent la guerre comme prétexte à la militarisation. Des manifestations ont également eu lieu ailleurs dans le pays.**

À Lisbonne, des participants portaient des drapeaux bleus ou blancs arborant une colombe dessinée à la main et le mot «paix». «Arrêter la guerre, donner une chance à la paix»: tel est le message à retenir de la manifestation, qui a donné lieu à plusieurs discours. Au nombre des orateurs figurait João Coelho, de la Confédération des travailleurs portugais (CGTP-IN), qui a condamné les «vautours de la guerre» se rassemblant en Europe pour accroître l'armement, et ceux qui sont en train de s'enrichir en vendant des armes.

La CGTP-IN a exprimé sa solidarité envers les travailleurs et les personnes qui sont victimes de la guerre, en particulier en Ukraine. Les actions de la CGTP-IN ont toujours été guidées par les principes de défense de la paix et de condamnation de la guerre, soulignant la nécessité de mettre un terme à la guerre et de donner une chance à la paix.

Nous appelons à privilégier la voie du dialogue afin de parvenir à une résolution pacifique du conflit. La guerre n'est pas une solution et nos préoccupations concernent les travailleurs et les citoyens de l'Ukraine, et de tous les pays, dès lors qu'ils constituent le principal groupe touché par la guerre et la destruction.

Nous estimons que pour défendre la paix, il faut combattre le militarisme et la course aux armements, tout en mettant l'accent sur une solution pacifique qui intègre l'établissement d'accords ou de mécanismes de dialogue basés sur la confiance mutuelle, la coopération et la sécurité des pays et des populations de l'Europe. Il est dès lors urgent de mettre fin à l'escalade militaire en cours.

Imposer des sanctions n'arrêtera pas la guerre et a des conséquences dommageables pour les travailleurs et les citoyens, tant dans les pays concernés qu'ailleurs. Les sanctions à l'encontre de pays tels que l'Irak ont montré ces effets et la détérioration des conditions de vie qui en a résulté, ainsi que les répercussions sur d'autres pays. En conséquence, il faut prendre des mesures maintenant pour régler la question des atteintes aux droits qui compromettent les conditions de vie des travailleurs.

La CGTP-IN souligne qu'il faut apporter un soutien sans réserve aux réfugiés tout en combattant toutes les formes de racisme et de xénophobie, et insiste sur la nécessité d'une aide humanitaire pour faire face aux défis auxquels les personnes en Ukraine et dans les pays voisins sont confrontées.

Nous marquons à nouveau notre solidarité avec les personnes victimes de la guerre, en particulier les citoyens et les travailleurs ukrainiens, mais également ceux de Palestine, du Sahara occidental, du Yémen, de Somalie, de Syrie et d'Afghanistan. Dans le même temps, nous tenons à souligner que le chemin vers la paix doit se dessiner en accord avec la législation internationale et dans le cadre des Nations unies.

---

## «Notre maison doit être leur maison aussi»

**Ionuț Sibian**, membre du CESE, décrit la mobilisation massive de la société civile roumaine en faveur des réfugiés ukrainiens qui cherchent à échapper à la guerre, et il encourage l'ensemble de la société civile européenne à accueillir nos voisins d'Ukraine: «Voici le message que nous devons adresser au reste du monde: notre maison à Bruxelles doit être leur maison aussi. Nous répondons présent et nous veillerons sur nos collègues venus d'Ukraine, en leur offrant un filet de sécurité, un soutien moral et tout ce dont ils auront besoin.»

---

## La solidarité européenne en action

**Antje Gerstein** décrit ici l'aide très concrète apportée par la société civile d'Allemagne aux réfugiés ukrainiens.

«Je suis fier de la rapidité avec laquelle nous nous sommes mobilisés pour soutenir l'Ukraine, sa population, ses entreprises et sa société civile grâce à des gestes concrets. Ce sont 4000 tonnes de denrées alimentaires qui ont été livrées à l'Ukraine par plusieurs entreprises allemandes du commerce de détail et du secteur alimentaire. Voilà qui illustre la solidarité européenne en action».

---

## [Espagne: l'UGT fait don d'un pourcentage de son budget à l'aide humanitaire](#)

**Dans cette vidéo, Manuel García Salgado, membre du CESE, plaide pour la «paix, la solidarité et le respect» et annonce que son syndicat s'engage à aider les Ukrainiens touchés par la guerre.**

«Au nom de l'Unión General de Trabajadores, le principal syndicat espagnol, nous condamnons avec la plus grande fermeté l'invasion de l'Ukraine par les forces armées de Vladimir Poutine. Il s'agit d'une attaque non seulement contre les valeurs fondatrices de l'Union européenne, mais aussi contre des civils. Nous appelons de toute urgence à la solidarité et à l'aide humanitaire».

---



## [Une réponse politique, économique et stratégique à la guerre en Ukraine](#)

**Par Cinzia del Rio, membre du CESE, Italie**

**L'invasion de l'Ukraine par la Russie va bouleverser les relations géopolitiques et économiques à l'échelle mondiale, et influera très probablement sur les liens entre la Russie et l'Union européenne. Cette intervention militaire scandaleuse, qui fait des victimes parmi les civils et détruit les villes et les structures civiles et économiques du pays, a été fermement condamnée par la communauté internationale démocratique et le mouvement syndical.**

Nous avons exprimé notre soutien sans réserve au peuple ukrainien, nous avons organisé des manifestations contre Vladimir Poutine et sa guerre injustifiée et nous sommes favorables à la prise de sanctions économiques sévères à l'encontre de la Russie, qui devraient faire pression sur le régime. Un mois et demi après l'invasion, les atrocités se poursuivent, les couloirs humanitaires s'avèrent difficiles à mettre en place, des millions de citoyens ukrainiens ont quitté le pays pour chercher refuge dans les pays de l'Union, de nombreux autres ont été contraints de se déplacer à l'intérieur du territoire ukrainien et les négociations relatives à la conclusion d'un cessez-le-feu et au lancement d'un processus de paix peinent à progresser.

Des organisations de la société civile, des syndicats et des organisations non gouvernementales de toute l'Union, notamment dans les pays limitrophes de l'Ukraine, ont fait preuve d'une solidarité inconditionnelle envers elle en fournissant aux réfugiés une aide immédiate, des soins médicaux, des abris, de la nourriture, des vêtements et des médicaments. La [directive relative à la protection temporaire](#) a été cruciale pour garantir leur protection et la défense de leurs droits au sein de l'Union européenne, en les aidant à affronter l'urgence et à s'intégrer autant que possible dans nos sociétés. En outre, nous devons garder à l'esprit que 80 % des réfugiés sont des femmes et des enfants, qui subissent pour la première fois la cruauté et la violence de la guerre, avec des conséquences psychologiques qui les marqueront à jamais. L'Union devra se montrer vigilante pour garantir la protection de ces groupes vulnérables et pour lutter contre le risque de traite des êtres humains et d'exploitation sexuelle.

L'invasion russe a consolidé l'identité nationale de l'Ukraine, renforcé son orientation géopolitique vers les démocraties occidentales et accéléré le lancement de son processus d'adhésion à l'Union européenne; à la suite de cet événement, l'Union et les États-Unis ont renoué de solides liens, l'OTAN a intensifié sa présence aux frontières de l'Ukraine et les États membres de l'Union européenne ont uni leurs forces et réagi en condamnant unanimement l'invasion russe et la brutalité de cette guerre. Toutefois, après un premier ensemble de sanctions de l'Union, récemment étendues aux importations de charbon, une décision commune sur l'interdiction des importations, en particulier de gaz et de pétrole, est aujourd'hui impensable, car elle obligerait l'Europe à rechercher rapidement d'autres sources d'approvisionnement afin que sa survie économique ne dépende pas de la Russie. Nous ne sommes pas encore prêts à passer ce cap, car il requiert l'unanimité parmi les gouvernements européens, et un blocage complet des importations d'énergie en provenance de la Russie aurait des conséquences dramatiques sur le PIB national de certains pays,

sans compter les fermetures d'entreprises et la perte d'emplois, qui viendraient s'ajouter aux séquelles de la pandémie. Un embargo total sur le gaz et les hydrocarbures prendra évidemment du temps, mais la voie a été tracée et les relations économiques avec la Russie telles qu'elles existaient autrefois ont été abandonnées à jamais. Dans ce contexte, l'Union européenne a cependant la responsabilité de sauvegarder ce qu'il reste de l'économie ukrainienne, afin d'éviter une catastrophe de longue durée pour les années à venir et d'ouvrir un dialogue concret avec l'Ukraine quant à son processus d'adhésion, sans pour autant nuire à celui, déjà en cours, des Balkans occidentaux.

L'Union doit établir des mesures de compensation pour contrebalancer les répercussions négatives du conflit sur le plan économique et social ainsi que les sanctions prises à l'égard de nos pays dans le cadre de ces événements. Nous devons tenir compte de l'incidence que les sanctions à l'encontre de la Russie auront sur la réalisation des objectifs de développement durable de l'Union, que nous avons fixés parallèlement aux investissements du paquet «Next Generation EU». Toutefois, cela ne doit pas nous détourner de nos engagements à l'égard de la double transition écologique et numérique et de l'accentuation de la dimension sociale en Europe.

De cette guerre découlent aussi de graves conséquences en ce qui concerne l'approvisionnement en denrées alimentaires en Europe, lesquelles viendront exacerber les difficultés que rencontrent déjà les agriculteurs et les consommateurs européens en raison de la hausse des prix. Nous devons consacrer une attention particulière à l'introduction de mesures visant à garantir la sécurité alimentaire dans l'Union, tant à court terme, au lendemain de l'invasion, qu'à plus long terme. Dans l'intervalle, nous ne devrions pas ignorer les effets considérables que la guerre aura sur l'approvisionnement alimentaire dans les pays tiers également. Il est primordial d'éviter une nouvelle crise sociale et économique, de faire cesser la spéculation sur les prix des denrées alimentaires et du pétrole et d'envisager des mesures de taxation des bénéfices

supplémentaires dégagés par ces activités de spéculation.

Mais il faut avant tout mettre un terme à la guerre et trouver le moyen de faire progresser les négociations et le processus de paix. L'Union européenne devrait devenir un véritable acteur géopolitique; elle doit prendre la tête de ces opérations, car son avenir est en jeu. La Chine et la Turquie jouissent d'avantages politiques et économiques dans ces négociations, mais elles ne se distinguent pas au plan de la démocratie ou du respect des droits humains fondamentaux. Ces événements marquent un véritable tournant dans l'histoire de l'Union et auront des implications politiques, économiques et stratégiques dans le monde entier. L'Union européenne doit endosser de nouvelles responsabilités et se diriger vers une intégration politique accrue: nous ne pouvons pas avoir un système de défense commun sans qu'il soit étayé par une politique étrangère commune et une intégration politique plus marquée et plus cohérente. Toute mesure visant à établir un système intégré de défense doit s'accompagner d'un contrôle démocratique dudit système.

Le risque de voir éclater une guerre sur le sol européen devrait inciter les gouvernements de l'Union à œuvrer en faveur d'un processus d'intégration politique clair dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

L'Union européenne doit défendre et protéger ses valeurs et a pour responsabilité de préserver la paix qu'elle est parvenue à garantir sur son territoire au cours des 70 dernières années.



## [Un moment charnière pour la société civile en Europe](#)

par **Andris Gobiņš**, membre du CESE (Lettonie)

**Chacun d'entre nous peut contribuer à une liberté plus vite retrouvée et plus durable Voici quelques pistes pour y parvenir, inspirées de ma propre expérience, ayant grandi dans une famille de réfugiés en exil et travaillant maintenant en Lettonie.**

1. Nous devons être clairs sur nos objectifs et agir en conséquence.

Le constat est clair. Plus vite l'Ukraine sera libérée dans son intégralité de l'occupation russe et de la terreur, moins il y aura de meurtres, de viols, de torture, de souffrance et de dégâts. Et moins le reste de l'Europe en subira les conséquences délétables.

Quoi qu'il en coûte – oui, «quoi qu'il en coûte» –, nous devons aider l'Ukraine à gagner cette guerre contre la terreur et sauvegarder l'avenir de l'UE et de l'Europe. Et oui, nous pouvons y contribuer – nous, la société civile – en faisant pression sur nos dirigeants et en dialoguant avec eux, en agissant plus efficacement et en nouant des liens plus étroits avec les organisations de la société civile.

2. Voici un aperçu des revendications que la société civile peut adresser aux pouvoirs publics:

- Exiger des actes de la part des responsables politiques (y compris ceux qui sont membres de votre organisation ou qui en sont proches). Toutes les armes nécessaires doivent être livrées et un arsenal complet de sanctions sévères doit être mis en œuvre. Il ne saurait en aucune manière être question d'apaisement. – Voilà ce que nous devons faire.
- Agir énergiquement pour endiguer et contrer la désinformation et la manipulation. – L'UE doit agir avec plus de fermeté.
- Mettre au point un mécanisme pour la paix, le redressement et la résilience pour l'Ukraine et les États

membres situés à la frontière orientale de l'UE, afin d'en faire la région la plus stable et la plus prospère au monde.

3. Voici quelques actions qui peuvent être menées au sein de la société civile et à son bénéfice:

- Décréter le boycott de toutes les importations depuis la Russie, y compris l'énergie, ainsi que des entreprises qui continuent de coopérer avec la Russie ou sur son territoire, et acheter des produits ukrainiens. – Nous devons en faire plus à cet égard.
- Rejoindre le réseau informel des syndicats qui refusent notamment de charger/décharger des navires russes, et des organisations de la société civile qui coopèrent avec l'Ukraine ou aident ses réfugiés. – Agissons dès maintenant à tous ces niveaux!
- Inclure les questions relatives à l'Ukraine et des représentants d'organisations ukrainiennes dans toutes les réunions de vos organisations et réseaux, comme nous l'avons fait au CESE dans toutes nos sections et en plénière. – Poursuivons ce travail constructif.

Conclusions – L'agresseur qu'est la Russie ne doit pas obtenir le moindre avantage ou bénéfice. Il est dans le plus grand intérêt de l'UE que l'Ukraine devienne un État membre.

Comme nous l'avons indiqué dans notre résolution, le CESE «a la conviction qu'il est de la plus haute importance pour l'Union européenne et la communauté internationale qu'aucune frontière ne soit modifiée par des moyens militaires et que l'agresseur ne tire aucun avantage de son action. Il faut que l'état de droit soit respecté, et en aucun cas que prévale le droit du plus fort. Il faudra aussi que des réparations complètes soient payées à l'Ukraine.» Il serait dévastateur pour l'UE et pour la paix mondiale d'emprunter toute autre voie, dont le coût tant humain que financier serait incommensurable.

Je crois que l'Ukraine à vocation à devenir un État membre à part entière de l'UE, et qu'elle le sera très bientôt. L'UE sera plus forte et, oui, elle sera aussi plus belle avec l'Ukraine en son sein. La volonté qu'a l'Ukraine de mener les réformes qui restent nécessaires ne fait par ailleurs aucun doute, pas plus que les formidables retombées positives sur le plan des valeurs et des politiques qui en découlent dans l'UE.

Des organisations de la société civile en Lettonie ont d'ailleurs pris la tête d'une initiative pour planter des tournesols le 9 mai, Journée de l'Europe, sous les mots d'ordre #UkraineSolidarity et #UkraineInTheEU. Les grandes institutions de l'UE et d'autres acteurs y participeront, et vous y êtes cordialement conviés aussi.

## Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)  
Daniela Marangoni (dm)

## Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)  
Agata Berdys (ab)  
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)  
Giorgia Battiato (gb)  
Thomas Kersten (tk)

## Coordination

Agata Berdys (ab)  
Katerina Serifi (ks)

Technical support  
Bernhard Knoblach (bk)

## Adresse

Comité économique et social européen  
Jacques Delors Building,  
99 Rue Belliard,  
B-1040 Brussels, Belgium  
Tél. +32 25469476  
Adresse électronique: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.  
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.  
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

05/2022